

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1612 - 5 septembre 1991 - 8 F

D 1612 AMÉRIQUE LATINE: DE LA "DOCTRINE DE SÉCURITÉ NATIONALE" À LA "DÉMOCRATIE DE SÉCURITÉ"

La fin des années 80 a vu la réflexion et la pratique politiques des Etats-Unis en direction de l'Amérique latine s'infléchir sérieusement. Elle est passée du concept de "doctrine de sécurité nationale" à celui de "démocratie de sécurité", et du soutien des dictatures militaires pro-USA à celui de régimes démocratiques civils.

La "doctrine de sécurité nationale" avait été élaborée au cours des années 50 dans le cadre de la guerre froide commençante, puis mise en oeuvre en Amérique latine à partir des années 60 (cf. DIAL D 125, 286, 298, 302, 341, 349, 366, 383 et 1264). Elle allait présider aux destinées politiques du sous-continent pendant de nombreuses années. C'est à partir des années 80 que le reflux du pouvoir militaire se concrétisait en retour progressif et contrôlé aux régimes démocratiques (cf. DIAL D 996, 717, 785, 822 et 1462).

Le cas du Nicaragua sandiniste à partir de 1979 allait, pour les Etats-Unis, illustrer à la perfection leur autre concept stratégique de "conflits de basse intensité", c'est-à-dire des guerres locales dans le tiers-monde aidées par les Etats-Unis et destinées à contrer, contrôler, voire anéantir la subversion communiste à la solde de l'Union soviétique (cf. DIAL D 855, 861, 924, 953, 1132 et 1180). Mais en même temps le Nicaragua allait être l'occasion d'une inflexion en profondeur de la réflexion des milieux militaires et politiques des Etats-Unis: le concept de démocratie prenait progressivement la place de celui de dictature comme garantie des intérêts géostratégiques des Etats-Unis (cf. DIAL D 1605). Les dix années qui séparent les deux "documents de Santa Fé" (cf. DIAL D 757 et 1369) sont, de ce point de vue, hautement significatifs.

C'est au cours de cette période que s'élabore le nouveau concept de "démocratie de sécurité" dans sa double dimension politique et économique. Dans son ouvrage *El conflicto del año 2000*, México, El Juglar Editores, 1990, Ana Maria Ezcurea analyse cette inflexion stratégique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Amérique latine. Le document ci-dessous en est un court extrait (p. 117-128).

Note DIAL

DÉMOCRATIE DE SÉCURITÉ ET DE MARCHÉ EN AMÉRIQUE LATINE

"La vision démocratique de la sécurité"

(Intertitres de DIAL)

1. Sécurité intérieure et démocratie: le rôle des forces armées latino-américaines

L'exigence nord-américaine de démocratie politique pour l'Amérique latine avait été un produit **prématuré** du premier gouvernement Reagan. Ce n'est que durant son second mandat qu'elle est devenue un **axe stratégique de maturité**. Celui-ci a alors rapidement bénéficié de l'aval franc et massif du Parti républicain et du Parti démocrate après quelques réticences initiales (1).

Certains acteurs ont joué un rôle de premier plan dans la création et le lancement de ces nouvelles idées, sans parler de leurs activités de *lobbying* en ce sens.

D 1612-1/8

Il y a eu deux groupes d'acteurs clés. C'est en premier lieu l'**institution militaire nord-américaine** - auteur de la "doctrine des conflits de basse intensité" - qui a eu le **rôle fondateur** dans l'élaboration et la définition du nouveau concept puisque ce sont les militaires qui ont posé les premiers l'exigence des réformes macro-politiques comme critère de légitimité. En second lieu, le **Département d'Etat** a, pour sa part, fait passer ce nouveau concept au niveau de la **stratégie extérieure**, en jouant de plus un rôle prépondérant et très actif dans sa propagation en Amérique latine.

Plusieurs secrétaires d'Etat adjoints aux affaires interaméricaines ont exercé en ce domaine une grande influence. Ainsi Langhorne A. Motley a eu pour tâche d'articuler les toutes premières **systématisations** sur la question, dont il a fait la présentation organique devant le sous-comité pour les affaires de l'hémisphère occidental de la Chambre des représentants, le 31 juillet 1984 (2). Mais c'est Elliot Abrams, tenant du poste à partir de juillet 1985, qui a donné une très forte impulsion à la question et souligné l'importance de sa diffusion dans les forces armées latino-américaines, même si cela lui avait valu une très forte opposition de la part du Parti démocrate en raison de sa position intransigeante dans le soutien des "contras" nicaraguayens.

(Limites initiales de la démocratisation)

Ce patronage nord-américain de la démocratie en Amérique latine impliquait un retournement de la perspective néo-conservatrice initiale. A ses débuts, en effet, le gouvernement Reagan avait déclenché une polémique sévère et agressive contre le président Carter et les libéraux non interventionnistes. Il leur était alors reproché d'avoir contraint à la démocratisation des pays du tiers-monde qui étaient aux prises avec des mouvements insurrectionnels; pour les conservateurs, c'était là un résultat paradoxal puisqu'on déstabilisait des gouvernements amis et favorisait l'arrivée au pouvoir de gouvernements ennemis (3).

Le cas du Nicaragua et de la chute de Somoza a été le terrain propice pour de telles réflexions dont Jeane Kirkpatrick a été le porte-parole qualifié. C'est elle qui a fait la distinction entre régimes **totalitaires** - anti-USA et généralement socialistes - et régimes **autoritaires**, c'est-à-dire les dictatures connues comme telles mais alignées sur les Etats-Unis et qui, de ce fait, ne devaient pas faire l'objet d'une démocratisation "affaiblissante". Il n'était pas possible d'être un accoucheur de démocratie dans une situation de guerre de guérilla. Démocratie et contre-insurrection étaient en situation d'opposition irréductible.

Certains néo-conservateurs avançaient par ailleurs des arguments d'ordre plus général: il ne pouvait pas y avoir de démocratie viable dans les pays du tiers-monde en raison de leur manque habituel de culture politique, de l'absence des traditions et des structures sociales qui sont indispensables à l'enracinement des valeurs et institutions démocratiques. La notion d'**applicabilité universelle** du système démocratique s'en trouvait affaiblie d'autant et c'est, à sa place, celle d'**approche relative** qui jouait.

Les libéraux non-interventionnistes étaient de plus disqualifiés, accusés qu'ils étaient d'abandonner toute perspective stratégique en direction de l'Amérique latine: le sous-continent n'était plus considéré par eux en termes de sécurité nationale des Etats-Unis.

Ce qui prévalait alors, en résumé, c'était le soutien de régimes autoritaires pro-USA, un diagnostic relativiste et une visée géopolitique sur l'Amérique latine.

(Changement d'option)

Puis l'optique de la sécurité changea radicalement. Il ne resta des visées initiales que la **visée géopolitique**, à laquelle vint s'ajouter la réaffirmation solennelle du **caractère universel** du modèle démocratique. Cela incluait, après l'aval dont elles avaient bénéficié, le **rejet des dictatures traditionnelles de droite**.

Que s'était-il passé? Il avait été procédé à une relecture concluante de la victoire sandiniste sur Somoza: les dictatures - à l'image de celle de Somoza - portaient atteinte à la légitimité gouvernementale, elles n'avaient pas la faveur des citoyens et elles profitaient à la "subversion" (4). Le terrorisme d'Etat heurtait le sentiment national, donnait une légitimité à la lutte armée contre les dictatures, et suscitait une opposition massive, laquelle était généralement mise à profit par des groupes révolutionnaires qui pouvaient alors se retrancher derrière des coalitions politiques aux exigences démocratiques.

La conclusion était dévastatrice pour les canons de la "doctrine des conflits de basse intensité" qui allaient répétant la nature du conflit. En effet si le terrain stratégique était celui de la bataille pour le consensus, il se trouvait alors que les "régimes autoritaires" avaient un effet boomerang et servaient finalement à l'ennemi.

Aussi le Département d'Etat analysa-t-il la question nicaraguayenne dans les termes suivants: *"En 1974 (...) Somoza décida de se présenter une nouvelle fois comme président. Pour cela, il obtint une réforme de la Constitution et supprima neuf des dix partis d'opposition pour les élections. Les évêques catholiques romains du Nicaragua, dans une lettre pastorale, déclarèrent que ces manipulations électorales équivalaient à une "guerre légale". C'est dans ces conditions que Somoza bénéficia d'un vote écrasant en sa faveur avec 95% des voix (...). Mais ce fut une victoire à la Pyrrhus. De nombreux Nicaraguayens, y compris d'anciens collaborateurs proches de Somoza, furent convaincus qu'une issue démocratique à la dynastie Somoza était désormais impossible"* (5).

La solution a consisté à élaborer le concept d'une sécurité sur la base de la démocratie, c'est-à-dire une **vision démocratique de la sécurité**. Les Etats-Unis ont ainsi estimé qu'il était possible de rendre compatibles les notions de valeurs occidentales et d'intérêts stratégiques (6), celles de légitimité et de sécurité, celles de démocratie et de contre-insurrection. Elliot Abrams, dans un discours célèbre prononcé devant la vingt-cinquième promotion du Collège interaméricain de défense le 13 juin 1989, expliquait: *"Il y a vingt-cinq ans, quand a été créée l'Alliance pour le progrès, l'hémisphère occidental semblait découvrir qu'il ne pouvait y avoir de sécurité à long terme sans développement économique. Aujourd'hui nous sommes en train d'apprendre une nouvelle leçon: outre le lien entre sécurité et développement, il existe celui qui unit sécurité et démocratie. L'essence de notre vision démocratique de la sécurité tient dans cette affirmation qu'il n'y a pas de contradiction entre nos valeurs occidentales et nos intérêts stratégiques. Valeurs et intérêts sont réciproquement essentiels"*(7).

(La démocratie comme principe de politique étrangère)

La sécurité à clé démocratique avait présidé au gouvernement Reagan. Le gouvernement Bush l'a reprise à son compte sans aucune hésitation, ce qui fait que ce concept vient renforcer significativement le consensus post-Reagan: il constitue un **axe de politique étrangère** à destination de l'Amérique latine, qui recueille l'assentiment conjoint du Parti républicain et du Parti démocrate, qui a sa cohérence et qui vise le long terme. Il a d'autant plus de portée qu'il est ordonné à une "démocratisation globale": une stratégie **régionale** s'inscrit dans un objectif

à échelle planétaire. La phase des dictatures est considérée comme dépassée, et les Etats-Unis ne soutiendront plus de coups d'Etat. Selon Elliot Abrams, le stéréotype des Amériques comme hémisphère autoritaire est dépassé: "*L'époque est terminée où le coup d'Etat était un choix que les responsables militaires pouvaient faire sans coûts au plan national ou international, quand les responsables s'arrogeaient le droit de décider pour leur pays*"(8).

Les gouvernements Reagan et Bush se sont inlassablement congratulés de la "*résurgence démocratique*" en Amérique latine dans les années 80, dont le fruit serait un hémisphère plus amical envers les Etats-Unis. Comme le déclare L. Motley, "*le nombre de nos amis s'est multiplié*" (9).

La démocratie est donc un principe organisateur de la politique extérieure et une **affaire de sécurité** qui, de soi, ne peut qu'améliorer la sécurité régionale et nationale nord-américaine. Pourquoi? D'abord parce qu'il y a à cela des raisons de l'ordre de la légitimité (la bataille contre-insurrectionnelle destinée à empêcher une "terre préparée" bonne pour les révolutionnaires). Ensuite parce qu'entre en jeu un diagnostic idéologique: en langage nord-américain, la démocratie ne revêt pas seulement un caractère institutionnel d'ordre formel; elle suppose aussi un spectre politique déterminé, c'est-à-dire le "centre démocratique" ou "modéré" synonyme de rejet des dictatures de droite et de gauche radicalisées (10). Mais le concept de "centre" n'est pas une référence idéologique vague et quelconque: il suppose une **politique économique** (de type néo-libéral), un **modèle politique** (la "démocratie des citoyens"), une **visée de sécurité** et un **alignement** en matière extérieure. La démocratie s'insère donc dans une **rationalité géopolitique** qui recèle, dans sa définition, d'importants composants d'ordre hégémonique.

(Les fragilités latino-américaines)

La démocratisation latino-américaine n'est pas considérée comme irréversible. L'hypothèse est qu'il s'agit d'une tendance lourde, mais que le processus n'est pas définitivement stable ni libre de toute menace. Il y aurait des ingrédients de fragilité qui, comme tels, exigeraient un **rôle actif des Etats-Unis** d'assistance extérieure. Le président Bush a expliqué que "*la bataille pour la démocratie est loin d'être terminée. Les institutions gouvernementales libères d'elles-mêmes restent fragiles et ont besoin d'être soutenues. Notre champ de bataille est celui du large espace de la démocratie et du gouvernement du peuple, et notre combat est celui des ennemis de la liberté de l'extrême droite et de l'extrême gauche*"(11).

Les transitions démocratiques permettraient, quant à elles, "*une réelle opportunité d'échapper au cycle classique d'une alternance instable entre des gouvernements civils qui manquent d'autorité pour gouverner, et des gouvernements militaires qui n'ont pas de légitimité dans la durée*"(12). Ce qui veut dire, en somme que le diagnostic est optimiste mais non automatique quant à l'issue: il y a des possibilités nouvelles, mais aussi des risques.

L'existence d'une "nouvelle vision de la sécurité" a nécessité et nécessite encore un fort travail d'influence sur les forces armées latino-américaines. Ce qui est visé c'est un **consensus continental sur des bases renouvelées**. C'est à cela qu'oeuvrent de multiples forums tels que le Collège interaméricain de défense et les Conférences des armées américaines (CEA). Elliott Abrams, s'adressant à un auditoire d'officiers latino-américains, déclarait: "*Votre génération doit être celle des pionniers. Vous êtes désormais les gardiens de la nouvelle démocratie. Votre plus haute tâche n'est pas de remplacer des régimes qui ont échoué, mais de protéger des démocraties qui réussissent. Vous vous devez de gagner dans la recherche d'une nouvelle vision de la sécurité sur la base de la démocratie comme pierre d'angle.*" (13)

Il importe également de rédéfinir le rôle des forces armées latino-américaines. C'est un prototype militaire précis qui est recherché, dont le mot clé est **professionnalisation**. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela suppose en premier lieu davantage d'efficacité technique, avec ses impératifs d'entraînement et d'équipements rénovés. Cela implique en second lieu que les forces armées évoluent dans le sens d'une articulation organique avec l'Etat, aux lieu et place des liens traditionnels avec les secteurs oligarchiques de la société ou des milieux politiques déterminés. La loyauté doit être ordonnée à l'Etat et non au gouvernement. L. Motley a posé que, *"pour la survie de la démocratie, une institution militaire apolitique est essentielle, c'est-à-dire une armée non point appliquée à défendre tel ou tel intérêt partisan, mais engagée auprès du gouvernement démocratique institutionnel"*(14). La professionnalisation des forces armées entraîne, à titre complémentaire, une diminution de la violence répressive aveugle ou inutile, dans la mesure du possible.

(Permanence du concept d'ennemi intérieur)

Les Etats-Unis poussent réellement au **contrôle civil** par les militaires. C'est pourquoi ils exigent d'eux une lecture commune des situations, un consensus partagé. L'idée de loyauté envers l'Etat n'est pas neutre; elle suppose que les forces armées soient engagées vis-à-vis d'un modèle social global, et non pas simplement d'une institutionnalité formelle. La notion d'efficacité technique, elle aussi, n'est pas neutre.

Quelle est, en effet, l'hypothèse de conflit? La "vision démocratique de la sécurité" n'est pas un concept isolé: elle s'accompagne de la "doctrine des conflits de basse intensité", laquelle conserve, maintient, rénove et structure l'hypothèse de l'**ennemi intérieur**. Celui-ci ne relève pas seulement des affaires simplement policières mais aussi militaires. Elliott Abrams a expliqué: *"En Amérique latine vous faites face à des ennemis extérieurs. Mais ce sont souvent des ennemis qui vous combattent dans vos propres pays en se prévalant de la subversion, du terrorisme ou de la production et du trafic de stupéfiants. La façon dont vous répliquerez aux menaces immédiates et directes de la drogue, du terrorisme et de la subversion sera déterminante pour l'avenir des institutions de vos pays et de la survie de la démocratie pour votre génération. En effet, le triomphe de la démocratie, la défense de l'honneur national, la stabilité et le progrès économique dépendront, pour une grande part, de votre capacité à traiter ces aspects particuliers de la sécurité. (...) Le rôle qui vous revient est nécessairement de grande importance puisqu'on vous demande de lutter contre les guérilleros, les terroristes et les trafiquants de drogue. Ces tâches exigent des forces nombreuses et des ressources considérables"*(15).

Le grand dilemme est donc de savoir comment réconcilier sécurité intérieure et démocratie politique.

Nous sommes à un moment d'**inflexion stratégique**: l'époque des terrorismes d'Etat fondés sur l'ancienne "doctrine de sécurité nationale" est terminée. Nous assistons désormais à l'apparition d'une forme d'Etat différente, dont la moelle est l'articulation entre le droit et la sécurité intérieure.

Le défi n'a pas encore été relevé. L'étape actuelle est celle de l'expérimentation, de la recherche et des hésitations. Mais l'orientation générale est déjà dessinée: il s'agit de réformer l'appareil juridique de l'Etat. Plusieurs pistes sont explorées: insertion des forces armées dans le renseignement à usage interne, mise en place d'un système légal spécifique (tenant compte des modalités d'état d'exception ou d'état d'urgence au plan constitutionnel, et de la participation des forces armées à des missions de type conflit de basse intensité). La "doctrine de sécurité nationale" initiale est devenue caduque comme telle. On en cherche donc une pensée rajeunie, pour l'heure en pleine reformulation.

En bref, l'Amérique latine est le théâtre de la diffusion d'une vision démocratique de la sécurité. Il s'y cherche également des transitions vers des forces armées légitimement et légalement appliquées à la sécurité intérieure, c'est-à-dire une **démocratie de sécurité** appelant un rapport civils-militaires amélioré, sous le signe de la coopération, et une recomposition de l'image de marque de l'armée en tant que telle.

2. La matrice néo-conservatrice: la réforme de l'Etat en fonction du marché

En Amérique latine les Etats-Unis n'encouragent pas seulement un modèle de démocratie politique: ils prônent une **démocratie de sécurité** (intérieure) et de **marché** (de type néo-libéral).

Le gouvernement Reagan est l'auteur de la formule intégrale associant "**liberté politique et économique**" comme "**des compagnons inséparables**" pour l'hémisphère occidental (16). Les réformes macro-économiques structurelles tournées vers le marché sont ainsi le produit de la gestion Reagan. Cela ne répondait pas seulement au credo néo-libéral ou sécuritaire mais cela résultait d'une rationalité économique brutale: la crise du paiement des dettes extérieures, en 1982, avait nécessité la mise en place d'ajustements au titre de modalités de dégagements d'excédents et de transfert extérieur.

Cependant, en 1985, le Plan Baker introduisit certaines modifications qui marquaient une évolution de la stratégie républicaine: c'est la croissance qui serait la solution de la dette latino-américaine. La recette utilisée était la même: il y aurait davantage de fonds pour les transferts extérieurs, grâce à des réformes en profondeur dans le sens du marché tourné vers l'exportation et basé sur une croissance résultant de l'investissement privé.

Le diagnostic était sans faille: la crise et la stagnation économique étaient due à "l'étatisme" latino-américain, une voie stigmatisée dans le document **Santa Fé II**. L'Etat y est fondamentalement "diabolisé". Le président Bush a exposé de la manière suivante cette évolution néo-conservatrice anti-étatique: "*Nation après nation, des décennies d'expérience ont fait la preuve radicale de la pauvreté d'une idée, celle que le progrès est le produit de l'Etat. En réalité le progrès est le produit des personnes. Le contrôle étatique est tout simplement incapable de permettre une croissance économique soutenue, tout comme il est incapable d'apporter la nécessaire légitimité à l'acte de gouverner. Et surtout l'Etat entre en conflit permanent avec la liberté humaine*"(17).

Un tel diagnostic et un tel modèle bénéficient d'un **accord général** commun à l'"établissement" nord-américain, aux créateurs (de l'étranger), aux grands groupes du capital latino-américain, à une portion grandissante des dirigeants de l'hémisphère occidental, ainsi que d'une bonne partie des gouvernements européens et des organismes multilatéraux tels que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM).

Le plan Brady, lancé en 1989, reprend à son compte cette "*nouvelle stratégie axée sur la croissance économique*"(18) pour un règlement de la dette extérieure; mais elle propose des alternatives de réduction du capital et du service de la dette, sous réserve de l'application stricte des ajustements. Certes, l'accent propre du gouvernement Bush reste le caractère indispensable de réformes urgentes et profondes. Mais la rationalité est la même: l'ajustement des créances de la dette extérieure augmente toujours la bataille de l'attribution de ressources insuffisantes. Des ajustements fiscaux et un rétablissement de la balance commerciale sont exigés pour pouvoir dégager des excédents suffisants en vue des paiements de la dette extérieure. Par ailleurs, les créances de la dette sont converties en actifs nationaux ("capitalisation" de la dette).

La "démocratie de marché" est donc un mécanisme de succion à destination extérieure et un outil de la sécurité. Dans un même modèle s'articulent ainsi, de façon harmonieuse, la rationalité géopolitique (à prétention hégémonique) et la rationalité économique.

Un tel schéma interventionniste s'appuie sur des bases objectives. Les dettes extérieures insolvables constituent un outil redoutable d'intervention. Grâce à lui, le FMI se livre à une ingérence macro-économique d'une ampleur sans précédent par l'imposition de mesures d'ajustement et par un contrôle étroit de leur mise en oeuvre. Le club des créanciers renforce l'**intervention** en matière de politique économique; mais celle-ci n'est que l'autre face d'une **subordination idéologique** qui, en l'occurrence, est notoire et va dans le sens de l'expansionnisme global des Etats-Unis. Le modèle du "capitalisme démocratique" de type néo-libéral tend à devenir hégémonique en Amérique latine. Il est, de surcroît, légitimé par l'adhésion d'un nombre grandissant de partis et d'hommes politiques de responsabilité qui appartiennent dans de nombreux cas à la tradition démocratique, y compris dans ses composantes de gauche et populaires. L'espoir se cristallise sur les mesures d'ajustement en toute tranquillité et discipline sociale, quand ce n'est pas dans le consensus général. Le dogme du marché et de l'initiative privée prend forme et se transforme en nouveau credo pour le sous-continent latino-américain.

Pour une bonne part, un tel succès repose sur les **ressorts économiques internationaux** qui, dans la chaleur de la crise, réduisent d'autant les marges des réformes distributives classiques. Mais il n'y a pas que des mécanismes extra-nationaux à agir de la sorte, il y a également des **facteurs internes** à chaque pays.

En effet, au cours des années 80, la stagnation économique et la détérioration sociale ont été la résultante du paiement des dettes extérieures. Parallèlement, cependant, les mesures d'ajustement se sont soldées par la concentration du revenu, la diversification de l'investissement et la transnationalisation de la décision et de l'accumulation, sur la base de la primauté des mécanismes financiers. Cela lui a donné une capacité significative de régulation macro-économique. Les taux de profit ont augmenté mais, généralement, l'investissement en conséquence n'a pas suivi, en dépit des ajustements d'inspiration néo-libérale et du désir de privatisation des fonctions étatiques avec l'élargissement proportionnel du secteur privé. Dans la décennie 80, de nombreux Etats nationaux ont de fait exercé une fonction de transfert de ressources vers l'extérieur, y compris en direction de ces groupes concentrés et diversifiés qui n'hésitent pas à écorner leur dogme anti-étatique en réclamant l'aide de l'Etat sous diverses formes. Les Etats nationaux se sont trouvés en situation de faiblesse face au **pouvoir économique interne et international**, aux deux facettes souvent associées.

A l'heure actuelle, les ajustements de créances et les réformes accélérées de l'Etat dans le sens de l'économie de marché poussent les hautes bourgeoisies locales à un comportement d'investissement plutôt que de spéculation. Les Etats n'en continuent pas moins d'être l'outil de l'extraction de ressources à destination de l'extérieur.

En résumé, la "démocratie de marché" porte à l'extrême l'intervention macro-économique extérieure et la subordination latino-américaine.

(...)

Notes

- (1) Bureau des affaires interaméricaines, Département d'Etat, "Democracy in Latin America and the Caribbean: the promise and the challenge", **Special Report**, n° 158, mars 1987.
- (2) Motley, Langhorne A., **La democracia en Latinoamérica y en el Caribe**, bureau des affaires publiques, Washington D.C., août 1984.
- (3) Kirkpatrick, Jeane J., **Dictadura y contradicción**, Hermes, México, 1984.
- (4) Gershman, Carl, "The United States and the world democratic revolution" dans **The Washington Quarterly**, vol. 12, n° 1, hiver 1989.
- (5) Motley, Langhorne A., **La democracia...**, op.cit.
- (6) Woerner, Fred F., "Shield of democracy in Latin America", dans **Defense**, novembre/décembre 1987; et Abrams, Elliott, "FY 1989 assistance requests for Latin America and the Caribbean", dans **Department of State Bulletin**, vol. 88, n° 2139, octobre 1988.
- (7) Abrams, Elliott, **A democratic vision of security**, Current Policy, n° 844, 1986.
- (8) Abrams, Elliott, **A democratic...**, op.cit.
- (9) Motley, Langhorne A., "The need for continuity in U.S. Latin America policy", dans **Department of State Bulletin**, vol. 85, n° 2097, avril 1985.
- (10) Abrams, Elliott, "The Alliance for Progress and today's development policy", dans **Department of State Bulletin**, vol. 89, n° 2147, juin 1989.
- (11) Bush, George, "Commitment to democracy and economic progress in Latin America", dans **Department of State Bulletin**, vol. 89, n° 2147, juin 1989.
- (12) Abrams, Elliott, **A democratic...**, op.cit.
- (13) Ibid.
- (14) Motley, Langhorne A., **La democracia...**, op. cit.
- (15) Abrams, Elliott, **A democratic...**, op.cit.
- (16) cf. Bush, George, "Freedom and world prosperity", dans **Department of State Bulletin**, vol. 89, n° 2153, décembre 1989.
- (17) Bush, George, "President Bush visits Europe", dans **Department of State Bulletin**, vol. 89, n° 2150, septembre 1989.
- (18) Brady, Nicholas, "Dealing with the international debt crisis", dans **Department of State Bulletin**, vol. 89, n° 2146, mai 1989.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion Am.Latine 480 F - USA-Canada-Afrique 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441